



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

8458^e séance

Jeudi 7 février 2019, à 15 heures

New York

Provisoire

Président : M. Ndong Mba (Guinée équatoriale)

Membres :

Afrique du Sud	M. Matjila
Allemagne	M. Heusgen
Belgique	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine	M. Yao Shaojun
Côte d'Ivoire	M. Ipo
États-Unis d'Amérique	M. Cohen
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M ^{me} Ines
Indonésie	M. Djani
Koweït	M. Alotaibi
Pérou	M. Meza-Cuadra
Pologne	M ^{me} Wronecka
République dominicaine	M. Trullols
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M ^{me} Pierce

Ordre du jour

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

Lettre datée du 10 janvier 2019, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Soudan créé par la résolution 1591 (2005) (S/2019/34)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

Lettre datée du 10 janvier 2019, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Soudan créé par la résolution 1591 (2005) (S/2019/34)

Le Président (*parle en espagnol*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant du Soudan à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Les membres du Conseil sont saisis du document S/2019/114, qui contient le texte d'un projet de résolution déposé par les États-Unis d'Amérique.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/34, qui contient une lettre datée du 10 janvier 2019, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Soudan créé par la résolution 1591 (2005).

Le Conseil est prêt à voter sur le projet de résolution dont il est saisi. Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour :

Belgique, Chine, Côte d'Ivoire, République dominicaine, Guinée équatoriale, France, Allemagne, Indonésie, Koweït, Pérou, Pologne, Fédération de Russie, Afrique du Sud, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique

Le Président (*parle en espagnol*) : Le résultat du vote est le suivant : 15 voix pour. Le projet de résolution est adopté à l'unanimité en tant que résolution 2455 (2019).

Je donne maintenant la parole au représentant du Soudan.

M. Mohamed (Soudan) (*parle en arabe*) : Je tiens en premier lieu à vous remercier, Monsieur le Président, de me donner l'occasion de prendre la parole devant le Conseil de sécurité. Je vous félicite une fois de plus de votre accession à la présidence du Conseil pour ce

mois, et je félicite les nouveaux membres qui siègent au Conseil depuis le début de l'année.

Je tiens aussi à remercier la délégation des États-Unis d'avoir coordonné la résolution 2455 (2019), qui vient d'être adoptée par consensus, et les membres du Conseil pour leur attitude positive. Nous remercions également tous les membres du Conseil d'avoir pris le temps d'échanger des vues avec les experts de ma délégation et moi-même sur les paragraphes de la résolution.

Après l'adoption par le Conseil de la résolution 1591 (2005) il y a 14 ans, nous avons connu des périodes calmes et des périodes troubles jusqu'en 2011, lorsque les parties ont mis fin au conflit sur la base d'un règlement pacifique négocié sous les auspices de l'ONU, de l'Union africaine et de la Ligue des États arabes. Depuis lors, comme le soulignent tous les rapports de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) et du Groupe d'experts, la situation au Darfour n'a cessé de s'améliorer au fil des ans. Les délibérations du Conseil ont confirmé cette amélioration, qui a permis au Darfour de passer d'une phase de maintien de la paix à une phase de stabilité, de développement et de consolidation de la paix. Nous sommes très satisfaits par ce résultat.

Je ne pense donc pas que quiconque puisse nier que les résolutions 1556 (2004) et 1591 (2005), adoptées respectivement il y a 15 et 14 ans, sont maintenant dépassées et ne reflètent pas la réalité sur le terrain. Elles ne reflètent pas non plus la situation actuelle ni le fait que les raisons qui ont poussé le Conseil à adopter des sanctions il y a 15 ans ne sont plus valables. De fait, la situation a considérablement évolué, et c'est pourquoi le Conseil doit réexaminer au plus vite la question du régime de sanctions.

L'amélioration des conditions de sécurité sur le terrain a permis de rétablir la sécurité et la stabilité dans les États du Darfour, favorisant une réduction progressive de près de 75 % des effectifs de la MINUAD. Les activités de maintien de la paix se limitent maintenant à la région du Jebel Marra. En outre, le Gouvernement et les forces de sécurité soudanaises luttent activement contre la criminalité transnationale organisée, la traite des êtres humains et les migrations illégales, et ils ont entrepris un grand nombre d'autres tâches régionales qui contribuent à la sécurité et à la stabilité dans le monde entier, et pas simplement au Soudan. Le Conseil doit donc prendre des mesures immédiates pour lever l'embargo sur les armes afin de permettre aux forces

armées soudanaises de s'acquitter totalement et efficacement de leurs responsabilités. Nous espérons que durant la période à venir, des mesures concrètes seront prises à cet égard.

Le Gouvernement soudanais continue d'élargir la portée de son autorité dans les zones touchées par des conflits. Par l'intermédiaire de ses divers organes, le Gouvernement a lancé une campagne de collecte des armes sous la supervision du Vice-Président. Cette campagne s'est avérée très efficace et a permis de créer un environnement propice à la paix et à la stabilité.

Le Gouvernement s'emploie également à renforcer la présence de la police et des institutions judiciaires dans toutes les zones du Darfour pour faire face aux conséquences du conflit. La coopération constructive entre le Gouvernement soudanais et le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé a permis de mettre en place des mesures concrètes qui ont permis au Soudan d'être radié de la liste des États auteurs de violations.

Le Gouvernement soudanais s'est efforcé de promouvoir sa coopération avec le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit. Nous avons pu organiser une visite de la Représentante spéciale au Soudan, qui était la première du genre. Toutefois, les autorités soudanaises ont été déçues de constater que les rapports publiés par la suite ne correspondent pas à la réalité et s'appuient principalement sur des événements passés. Nous espérons que nous pourrions aborder et régler cette question dans les jours à venir.

Je voudrais mettre l'accent sur trois points extrêmement importants.

Premièrement, l'élimination de la violence sexuelle en période des conflits est une question qui fait l'objet d'un large consensus au sein de la communauté internationale; il ne saurait y avoir de tolérance à cet égard. Cela signifie que l'ONU doit s'engager à s'appuyer sur des faits établis par le Secrétaire général et, sur la base de la déontologie professionnelle, s'abstenir d'utiliser des informations erronées promues par ceux qui refusent de se conformer à la volonté de la communauté internationale et de se joindre au processus de paix sans plus tarder et sans conditions préalables. Le Conseil et nous-mêmes ne pouvons accepter le recyclage des événements qui se sont produits il y a huit ans et

au sujet desquels le Conseil a adopté des résolutions spécifiques à l'époque.

Deuxièmement, combattre et éliminer la violence sexuelle sont des questions indissociables. L'ONU doit établir clairement les responsabilités pour des actes spécifiques, sans exception, en indiquant la date précise à laquelle tel ou tel acte a été. Toute allégation qui ne s'inscrit pas dans le cadre du respect des principes régissant les éléments de preuve et du principe de la légalité vise des objectifs sans rapport avec la lutte contre la violence sexuelle en période de conflit.

Troisièmement, l'ONU, représentée en l'occurrence par la Représentante spéciale du Secrétaire général et conformément aux principes que je viens de mentionner, doit donner aux autorités soudanaises le temps nécessaire pour enquêter sur les violations commises par toutes les parties sur l'ensemble du territoire du Darfour. Par exemple, dans sa dernière note datée du 5 février, que nous avons reçue aujourd'hui, le 7 février, on nous donne un délai de sept jours, alors que deux jours se sont déjà écoulés avant la réception de cette note. C'est une situation pour le moins étrange. L'ONU travaille dans le cadre de sa coopération avec l'État concerné. Nul ne peut nier qu'une coopération aussi arbitraire ne peut pas fonctionner.

Pour terminer, ma délégation souhaite la bienvenue au Groupe d'experts et réaffirme sa volonté de coopérer avec ce Groupe et à faciliter pleinement ses travaux. Au cours des années écoulées, le Gouvernement soudanais a démontré son engagement sérieux à coopérer pleinement avec le Groupe d'experts et à créer un environnement propice au succès de ses travaux, un environnement qui permet à ses membres de recueillir des informations auprès de sources fiables sur le terrain grâce à des visites fréquentes au Soudan.

Le Soudan espère qu'en retour, le Groupe d'experts respectera le mandat qui lui a été confié et fera appel à des sources crédibles pour recueillir des informations, en s'abstenant de recourir à des sources hostiles. Nous espérons que ses rapports refléteront la réalité de la situation sur le terrain au Darfour et appuieront l'achèvement du processus de paix au Darfour. Compte tenu des relations actuelles entre le Groupe d'experts et les autorités soudanaises, nous sommes confiants que cette coopération se poursuivra.

La séance est levée à 15 h 15.